



Working Paper Series on  
Rural-Urban Interactions and Livelihood Strategies

WORKING PAPER 5

**Potentialités et conflits dans les zones péri-urbaines:  
le cas de Bamako au Mali**

par  
Groupe Recherche/Actions Pour le Développement

ISBN: 1-84369-038-1

Human Settlements Programme  
IIED  
3 Endsleigh Street  
London WC1H 0DD

Tel: (44) 207 388 2117  
Fax (44) 207 388 2826  
E-Mail [urban@iied.org](mailto:urban@iied.org)  
Web: [www.iied.org](http://www.iied.org)

Octobre 2001

**RURAL-URBAN INTERACTIONS AND LIVELIHOOD STRATEGIES SERIES**

**WORKING PAPER 5**

**Potentialités et conflits dans les zones péri-urbaines : le cas de Bamako au Mali**

**Par le Groupe Recherche/Actions pour le Développement**

**Octobre 2001  
ISBN 1-84369-038-1**

**International Institute for Environment and Development (IIED)  
3 Endsleigh Street, London WC1H 0DD, United Kingdom  
Tel: (44) 020 7388 2117  
Email: [urban@iied.org](mailto:urban@iied.org)  
Website: [www.iied.org](http://www.iied.org)**

# Table de Matières

<b>1. Introduction</b>	<b>2</b>
<b>2. Méthodologie</b>	<b>2</b>
La MARP	2
L'enquête qualitative complémentaire	3
La questionnaire	3
Contraintes méthodologiques	4
<b>3. Dialakorodji</b>	<b>4</b>
Historique du site	4
Interactions sociales et économiques	5
Interactions foncières	14
<b>4. Baguinéda</b>	<b>15</b>
Historique du village	15
Interactions sociales et économiques	16
Interactions foncières	21
Etude sommaire de la filière maraîchère à Baguinéda	22
<b>5. Conclusion</b>	<b>29</b>

## Remerciements

Cette étude de cas a bénéficié du financement de la Commission européenne, du Centre de recherches pour le développement international (Ottawa), de l'Agence suédoise pour le développement international, de la Direction du développement et de la coopération (Suisse). Les auteurs expriment leur reconnaissance pour le soutien octroyé. Toutefois, les opinions exprimées sont celles des auteurs et ne traduisent pas nécessairement celles des agences ci-dessus.

## 1. Introduction

Ce rapport présente les résultats d'une étude de cas des liens entre milieux rural et urbain dans les villages de Dialakorodji et Baguinéda, situés dans la zone périphérique de Bamako. Une étude parallèle à la présente a été conduite dans les villages de Barbé et Bargondaga, aux alentours de Mopti. Les deux études de cas ont été réalisées de mai 1999 à janvier 2001.

L'étude a pour objectif général une meilleure connaissance des dynamiques péri-urbaines au Mali par l'identification des différents types d'interactions entre les milieux urbain et rural. Les objectifs spécifiques sont:

- (a) étudier les interactions sociales et économiques autour des centres urbains, et analyser les conséquences de ces interactions sur les systèmes de production. Ceci portera notamment sur la production agricole, y compris sa commercialisation, les filières principales, les créneaux porteurs d'emplois et les flux d'investissements, tant à l'intérieur des périmètres urbains que dans les zones immédiatement avoisinantes. Il s'agira aussi de cerner l'impact de ces interactions sur les différents groupes sur la base du revenu, l'appartenance ethnique, l'âge et le genre; et
- (b) étudier les interactions concernant le foncier autour des centres urbains. Ceci portera sur l'analyse de la trame foncière et l'identification des interrelations dynamiques liées à l'accès à la terre en fonction du cadre institutionnel et juridique (coutumier et moderne) et des acteurs sociaux impliqués (citadins/ruraux, nantis/démunis, hommes/femmes).

## 2. Méthodologie

Une large place a été accordée à l'approche participative par l'utilisation de l'outil MARP comme méthode de collecte et d'analyse des données. Consciente des limites de la MARP, l'équipe a décidé, au regard des résultats acquis avec celle-ci et par rapport à d'éventuelles faiblesses à combler, d'approfondir et ou de compléter les thèmes retenus par l'utilisation de guides d'entretien en focus group. Enfin, l'utilisation d'un questionnaire individuel devait apporter des informations statistiques relatives à certains types d'interactions dynamiques de la zone péri urbaine.

Nous présentons brièvement ci-dessous ces différents éléments de la méthodologie tels qu'ils ont été utilisés.

### La MARP

Au cours de la collecte d'informations sur le terrain, l'équipe a utilisé un nombre d'outils MARP pour les données qualitatives qui par la suite ont orienté la préparation du questionnaire quantitatif.

**Le profil historique** a été passé avec les sages du villages et a permis de situer les principaux événements historiques depuis la création du site ;

**la carte des ressources** montre de façon sommaire le terroir décomposé en espace habité et en espace de production, et met en évidence les ressources naturelles et leur gestion ;

**le profil accès contrôle** montre les différences de genre dans l'appropriation et le contrôle des ressources telle que la terre, l'eau, les services socio-éducatifs et les appuis financiers venant de l'extérieur;

**le diagramme de Venn** a permis de comprendre la configuration institutionnelle sur les sites;

**le diagramme de polarisation** a été réalisé en focus-group, hommes et femmes afin de mieux étudier les liens multiples qui existent entre le site et son environnement immédiat et lointain;

**le diagramme système** réalisé en assemblée générale a permis d'étudier la filière maraîchère à Baguinéda partant des revenus tirés de cette activité.

## **L'enquête qualitative complémentaire**

Après avoir fait le point des informations qualitatives collectées par les outils MARP au cours d'un atelier, l'équipe a recensé les aspects qui n'étaient pas suffisamment couverts. Un guide d'entretien thématique a été élaboré permettant une collecte complémentaire de données qualitatives sur les sites. Ce guide a été axé sur les points suivants :

- les activités professionnelles
- le niveau et qualité de vie
- les groupes spécifiques porteurs de changement
- les aspects institutionnels, juridiques et de décentralisation
- l'environnement
- la gestion foncière

Ces informations ont été complétées avec des données secondaires recueillies auprès des autorités locales (Commune I de Bamako et de Baguinéda).

L'étude a aussi compris une étude de la filière maraîchère à Baguinéda, qui a été conduite avec les outils suivants :

- un guide d'entretien pour les producteurs, centré sur l'organisation et les contraintes du système de production, y compris la transformation et la commercialisation ; et
- un guide d'entretien pour les commerçants centré sur les modes d'approvisionnement, l'écoulement et le principaux marchés concernés.

## **Le questionnaire**

En plus de ces outils qualitatifs, l'équipe a mis au point un questionnaire individuel pour un échantillon restreint afin d'approfondir les données collectées. Le but du questionnaire était de réaliser 60 entretiens individuels dans chacun des 2 sites soit au total 120 entretiens, chaque personne interrogée représentant une famille. Les personnes choisies devaient équitablement se répartir par genre, entre trois niveaux de richesse (nanti, aisé et pauvre) et quatre catégories sociales : chefs de familles, épouses de chefs de familles, cadets sociaux hommes (fils ou frères du chef de famille) et cadets sociaux femmes (jeunes filles). Pour chaque niveau de richesse, il fallait donc désigner 5 chefs de familles, 5 épouses de chefs de famille, cinq femmes et cinq hommes cadets sociaux, soit 20 personnes.

Un comité de personnes ressources, mis en place à l'issue d'une réunion préparatoire organisée dans chaque site pour présenter l'objet et les modalités de l'enquête par questionnaire, a été chargé d'opérer la sélection en fonction des critères précédemment présentés : catégorisation des familles et, à l'intérieur de chacune d'elles, désignation nominale des individus devant subir l'administration du questionnaire. Chaque personne sélectionnée a été préalablement informée par les personnes ressources.

Les personnes ressources représentent les principaux quartiers du site afin d'obtenir une meilleure couverture sociale et géographique. Une équipe d'enquêteurs, formée et encadrée par deux superviseurs, a été chargée de la passation du questionnaire à raison de 4 questionnaires par jour et par enquêteur. La collaboration active du comité de personnes ressources pendant toute la durée de l'enquête sur le terrain a facilité considérablement le travail des enquêteurs.

### **Contraintes méthodologiques**

L'étude s'est déroulée non sans quelques difficultés qui ont eu un impact sur son déroulement normal. Les contraintes sont de trois ordres : celles qui sont propres aux méthodes participatives, la faiblesse de l'échantillonnage et la configuration des sites qui présentent l'aspect de conglomérats hétérogènes.

L'administration des outils MARP accroît le temps d'entrevue du fait que les participants de plus en plus enthousiastes approfondissent leurs niveaux de connaissances, ce qui par la suite aura des incidences sur le délai imparti. L'exécution de l'étude MARP a aussi coïncidé avec la fièvre des préparatifs des élections des conseils municipaux et les travaux champêtres. Ces périodes n'ont pas été favorables pour aborder tous les groupes cibles impliqués dans la gestion du péri-urbain. Il faut noter néanmoins que l'utilisation des personnes ressources et la présence dans notre échantillon d'interlocuteurs aux intérêts politiques, économiques et sociaux souvent divergents voire opposés garantissent que les informations reçues reflètent la réalité locale.

Le guide d'entretien pour la collecte d'informations qualitatives quoique assez bien structuré est très long à utiliser en une seule séance. Il est difficile de l'épuiser en 2 heures – 2 heures 30 mn, et les risques d'exaspérer le groupe avec un entretien 'interminable' sont réels. Parfois certains membres de l'équipe ont ressenti de la lassitude. D'autres sous-thèmes ont demandé à être mieux précisés dans leur formulation et les questions qui s'y rapportent (c'est le cas des 'groupes spécifiques').

Le guide d'entretien sur les filières pose le même type de problème, sa longueur le rend difficile à manier au cours d'une seule séance. En outre il a des allures de questionnaire ce qui a tendance à le rendre 'fermé'. Enfin il est redondant et en plusieurs endroits on a l'impression de poser les mêmes questions et aux producteurs et aux marchandes. Il connaît donc de le revoir dans le sens d'un allègement et d'une plus grande précision dans le ciblage.

## **3. Dialakorodji**

### **Historique du site**

Djalakorodji relève de l'arrondissement de Kalabankoro dans le cercle de Kati. Il est situé au Nord du district de Bamako, derrière Banconi, l'un des quartiers les plus peuplés de Bamako, pour lequel il semblait être destiné comme zone de recasement. D'après la carte des ressources il est quasiment entouré de collines, avec Bamako au sud et les villages N'tégedo vers le nord.

Dialakorodji est aujourd'hui un bourg de près de douze mille habitants. On peut distinguer deux périodes historiques dans la vie du site : une période de constitution historique et une

période plus récente, liée à l'urbanisation et à l'établissement d'interactions de toutes sortes avec la ville de Bamako.

Dialakorodji a été créée à partir de mouvement migratoires successifs de populations venues du Mandé, plus précisément de Keniéroba, pour échapper aux persécutions de l'Almami Samory Touré à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et qui ont trouvé protection auprès des Niaré de Bamako qui les ont installées sur le site actuel.

L'histoire urbaine est intimement liée à l'histoire administrative du site, ce qui explique bien de tensions et de conflits entre les populations quant au rattachement du village à telle ou telle localité administrative. Dialakorodji a été rattaché de 1960 à 1978 à l'arrondissement central de Bamako. Depuis 1978, il relève de l'arrondissement de Kalaban Coro. Séparés administrativement de leurs tuteurs, les autochtones n'ont adhéré que timidement à leur rattachement au cercle de Kati et ont continué à réclamer le retour de leur localité dans le giron de Bamako.

Cette histoire récente est aussi et surtout l'histoire des populations urbaines venues de Bamako et ailleurs s'installer à Dialakorodji. Elle est marquée par des installations anarchiques et des opérations de déguerpissement menées par l'Etat. Déjà en 1970 le site a connu sa première casse, certes d'une moindre envergure. En 1984, une vague de citoyens en provenance des quartiers bamakois de Sikoroni et Sourakabougou vint s'installer nantis de l'autorisation des Niaré. En 1987 une opération de déguerpissement a eu lieu et c'est en 1991 qu'il y eut l'amorce réelle de la croissance urbaine de Dialakorodji du fait des citoyens (fonctionnaires, ouvriers, etc.) 'victimes' des lotissements de Bamako et à la recherche d'espaces de recasement. En 1992, dans le cadre de la lutte contre l'occupation anarchique de l'espace, peu après l'élection des maires, celui de la commune I tentera de récupérer le site prévu pour le recasement des populations déplacées du Banconi. Pour ce faire il engagea une autre opération de déguerpissement en 1993 sur le site actuel. Les pressions politiques furent telles que cette opération fut stoppée net au dire des populations.

Dans le cadre de la politique nationale de décentralisation, Dialakorodji, associé à ses deux bourgades d'origine -N'tégédo Niaré et N'tégédo Sanassébougou- a été érigé en Commune rurale. Actuellement Dialakorodji appartient à la zone périurbaine de Bamako comme le montre la multitude de relations multifonctionnelles qui s'établissent entre le site et le District de Bamako.

## **Interactions sociales et économiques**

### **Systèmes de production**

Dialakorodji se caractérise par le dépérissement relatif des activités agricoles à cause du manque de terres cultivables. Le foncier disponible est essentiellement à usage d'habitation et obéit à une forme d'occupation anarchique : aucun lotissement n'a été fait à ce jour. Toutefois on peut noter la présence d'une agriculture de subsistance sur le flanc des collines (sorgho, maïs), et une petite agriculture de type maraîcher (gombo, concombre, piment) au bas des collines permettant de couvrir les besoins en autoconsommation et même un écoulement de faibles quantités vers les marchés de Dialakorodji et de Bamako.

Les activités d'élevage se ramènent essentiellement à un élevage de basse-cour (volaille) et un élevage de petits ruminants (ovins, caprins) ou de porcs pratiqué par certaines familles afin d'en tirer subsistance. Cependant on note la présence d'élevage de bovins dans des parcs

sommairement aménagés sur les collines et appartenant à des citadins de Bamako; la carte des ressources n'indique pas la présence d'activités de pêche. Le site n'ayant pas de terroir boisé, il n'y a pas d'exploitation forestière (coupe de bois, fabrication de charbon) à l'intérieur du terroir.

Le terroir de Dialakorodji est essentiellement constitué d'un espace habité par une population cosmopolite (autochtones, allochtones, ressortissants des terroirs voisins et lointains). L'espace habité est une vallée entourée de 2 collines principales : la colline de Kati à l'Ouest, celle de Nafadji à l'Est. Cette configuration géographique se poursuit au Nord vers Sago et au Sud vers Bamako. Le terroir a des ressources en eau de surface très limitées et caractérisées par 2 marigots qui prennent leurs sources dans la colline de Kati et celle de Nafadji avec un écoulement Ouest – Sud et Nord – Sud. D'après les informations recueillies, la nappe souterraine serait consistante au flanc des collines et même sur les collines et plus difficile à atteindre dans la vallée. Les collines constituent un réservoir pour l'approvisionnement en matériaux de construction (carrière de pierres) destinés en grande partie au marché de Bamako.

### **Niveau et qualité de vie**

#### ***Revenus***

Les entretiens de groupes montrent que les revenus moyens sont faibles. " Ici nous sommes des gens pauvres qui se débrouillent au quotidien pour gagner leur vie " nous disent-ils. Mais il y a une différence dans la perception de l'évolution de ces revenus selon que l'on interroge les hommes ou les femmes.

Selon les hommes les revenus et le niveau de vie des familles n'a cessé de baisser au cours des dix dernières années. Plusieurs facteurs l'expliquent : le manque de terres cultivables sur le site, l'insuffisance des pluies ou même l'état des sols qui s'appauvrissent, le manque d'équipement agricole, la faiblesse des salaires, la concurrence acharnée entre détenteurs de petits métiers et les artisans pour satisfaire un marché peu solvable, le chômage du à la fermeture d'usines à Bamako.

Selon les femmes il y a une certaine amélioration des revenus pour celles qui font le petit commerce, celles qui fréquentent les foires hebdomadaires des villages environnants et les marchés de Bamako. On a assisté ces dernières années à l'émergence de femmes d'affaires qui font preuve de beaucoup de dynamisme. A l'échelle d'une famille, les revenus cumulés avec ceux des hommes permettent parfois de "s'en sortir" disent les femmes.

Alors qu'une évaluation précise des niveaux de revenus n'a pu être obtenue avec le guide d'entretien utilisé, l'impression générale est qu'il est difficile pour une famille de faire face aux dépenses de nourriture, de santé, d'éducation des enfants ainsi qu'aux dépenses sociales (mariages, baptêmes, soutien aux parents etc.). Les fonctionnaires (en activité ou à la retraite) et les commerçants grossistes qui opèrent sur les marchés de Bamako sont perçus comme étant ceux qui disposent des revenus les plus élevés et les plus stables.

#### ***Education et santé***

Les écoles recensées sur le site sont :

- deux écoles fondamentales publiques
- cinq écoles communautaires privées
- trois medersas



Les taux de scolarisation n'ont pu être obtenus auprès des inspections d'enseignement fondamental, de la commune I et de Baguinéda auxquelles sont affiliées respectivement les écoles publiques et privées. Les taux de réussite scolaire ont été obtenus seulement pour les premiers cycles des l'écoles publiques (source : inspection de l'enseignement Commune I)

	<u>Sikoro extension I (%)</u>	<u>Sikoro extension II (%)</u>
<b>Garçons :</b>	44,18	40,18
<b>Filles</b>	52,72	40,62
<b>Total</b>	47,51	

Ces taux se rapprochent des moyennes nationales, dont la baisse généralisée a récemment incité la reformulation de la politique nationale d'enseignement fondamental.

La gestion des ordures ménagères se fait avec les moyens du bord : incinération, dispersion dans les champs ou périmètres maraîchers. Il n'y a ni système de collecte organisé ni poubelles communautaires ce qui fait que les ordures non incinérées ou non recyclées comme fumure organique sont entassées aux abords du principal cours d'eau avec des risques de pollution.

Il existe un centre de santé communautaire (CESCOM) autogéré par les populations de Dilakorodji associées à 5 villages voisins. La localisation du centre qui se trouve côté extrême Nord du village rend son accès difficile pour les habitants des quartiers situés au Sud. Ceux-ci ont, par conséquent, tendance à fréquenter les centres de santé de Bamako notamment le CESCOM du Banconi en commune I du district de Bamako. Les responsables du centre de santé de Dialakorodji nous ont affirmé que sa localisation actuelle tient compte, en termes d'accès, des 5 villages environnants qui sont associés à sa création et auxquels il doit fournir les mêmes prestations.

Selon le médecin chef du centre, les pathologies les plus courantes sont les suivantes:

<b>Catégories</b>	<b>Pathologies</b>
Enfants	<ul style="list-style-type: none"> <li>- paludisme avec accès pernicieux</li> <li>- maladies diarrhéiques</li> <li>- malnutrition</li> <li>- pneumopathies</li> </ul>
Adultes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- paludisme</li> <li>- maladies diarrhéiques</li> <li>- infections uro-génitales</li> <li>- pneumopathies</li> </ul>

Il y a des maladies liées à l'environnement et d'autres à une mauvaise connaissance des règles d'hygiène intime. Le CESCOM de son implantation à nos jours a connu une croissance significative des adhésions et des fréquentations pour divers types de soins, malgré le fait qu'une partie de la population le trouve d'accès difficile. On estime au niveau du centre que le taux de prévalence du SIDA est en progression malgré les campagnes de sensibilisation répétées. La pratique de la polygamie est aussi citée comme le second facteur favorisant cette progression et même celle des pathologies urogénitales, après la prostitution. Le centre a été ouvert en Mars 1995 et son évolution de cette date à fin 1999 est la suivante (pour une population estimée à 16.000 habitants comprenant Dialakorodji et 5 villages environnants).

<u>Années</u>	<u>1995</u>	<u>1996</u>	<u>1997</u>	<u>1998</u>	<u>1999</u>	<u>Total</u>
<u>Adhésions / prestations</u>						
<u>Cartes d'adhérents</u>	341	84	62	42	53	<u>582</u>
<u>Accouchements</u>	199	356	332	328	413	<u>1.628</u>
<u>Consultations / adhérents</u>	1.031	1.401	705	1.008	1.043	<u>5.188</u>
<u>Consultations non adhérents</u>	435	1.419	1.713	1.677	1.955	<u>7.199</u>
<u>Consultations prénatales</u>	251	308	293	294	412	<u>1.558</u>

(Source : centre de santé communautaire de Dialakorodji).

### ***Infrastructure***

Les entretiens de groupe indiquent que la population de Dialakorodji est faiblement équipée à deux niveaux :

- l'équipement de production, qu'il soit agricole ou relatif aux métiers (artisans, soudeurs, ébénistes, menuiseries métalliques).
- l'équipement domestique : mobiliers, réfrigérateurs, poste T.V.

Le manque d'électricité ne favorise évidemment pas ce genre d'acquisitions ; toutefois, quelques familles privilégiées disposent de groupes électrogènes ou de plaques solaires.

L'accès à l'eau potable est problématique car il n'y a ni adduction d'eau, ni forages. Dialakorodji ne bénéficie pas encore des services de la Société Energie du Mali quoique une partie de la population se dit favorable à autofinancer une extension du réseau dans leur localité. La carte sociale du site nous a permis de localiser 5 puits à grand diamètre (1,80m) réalisés par l'ONG Stop Sahel qui servent de principales sources d'approvisionnement en eau. Au flanc de la colline située à l'Ouest se trouvent 2 sources d'eau plus ou moins pérennes et relativement aménagées qui servent à abreuver et le bétail et les habitants pendant la saison sèche. En dehors de ces sources d'eau il y a quelques puits artésiens et autres puits traditionnels qui ne sont productifs qu'une partie de l'année.

Dans tous les cas la plupart des points d'eau y compris les puits à grand diamètre sont plus ou moins pollués et restent des vecteurs potentiels de maladies diarrhéiques. Les deux points d'eau situés au flanc de la colline Ouest semble être plus sains que les autres. En gros, la satisfaction des besoins en eau potable reste une des grosses contraintes pour l'amélioration du niveau de vie de la population. En saison sèche (Mars à Juin) l'eau potable se négocie au prix fort dans des futs de 20 à 200 litres et reste hors de portée des populations à faible revenu.

La décharge des ordures ménagères de Bamako dans la partie Nord de Dialakorodji et la décharge de piles industrielles usagées sur la partie Ouest avec de temps en temps des séances d'incinération semblent inquiéter les habitants du site et des villages voisins. On peut présumer que tôt ou tard un débat va s'instaurer entre les responsables de la jeune Commune et ceux de l'assainissement du District de Bamako à propos de ces ordures et déchets.

### ***Relations sociales et institutionnelles***

Il existe toutefois une bonne cohésion sociale qui se manifeste par une paix civile renforcée par des valeurs traditionnelles magnifiées comme le " bognà " (respect de l'autre) et le

" sinankouya " (cousinages et plaisanteries inter-ethniques). Même les compétitions politiques dans le cadre des élections récentes du conseil municipal n'ont pas eu raison de cette volonté de paix et de coexistence harmonieuse entre autochtones, allochtones et personnes d'appartenance ethnique diverse.

Par contre, le niveau de participation des femmes aux activités politiques n'est perceptible qu'en période électorale où elles sont mobilisées par les candidats pour participer aux scrutins comme votantes. Elles sont faiblement représentées au niveau des instances dirigeantes des partis politiques comme nous l'ont révélé les dissensions autour des diagrammes de Venn réalisés en focus-group hommes et femmes. Les femmes sont souvent invitées à s'organiser à travers des associations formelles ou informelles pour recevoir des appuis extérieurs. C'est le cas des associations créées par le Centre Djoliba ou par le réseau de caisses d'épargne et de crédit Niesigiso pour leur octroyer de petits crédits destinés à développer le petit commerce et autres activités génératrices de revenus.

Les groupes d'acteurs porteurs de changement dans le site sont (selon le groupe de personnes ayant participé aux discussions autour de la carte sociale) les fonctionnaires, les jeunes et les étudiants qui sont perçus comme les groupes sociaux les plus réceptifs aux idées nouvelles. Cela dit, les changements qui interviennent dans les mœurs et les modes de vie sont impulsés à partir de Bamako et de médias publics et privés (radio FM, journaux, TV nationale, radio nationale ORTM etc.). La proximité d'une mégapole comme Bamako favorise aussi les valeurs socioculturelles négatives, comme la prostitution, le vol, la délinquance et autres actes de banditisme qui seraient en croissance.

La très forte sollicitation d'espace habitable, ces dernière années, est la principale cause de pression sur la ressource foncière et la réduction des espaces économiquement utiles.

Les conflits connus dans le site sont de deux ordres:

- conflits liés à la chefferie
- conflits fonciers.

Les conflits liés à la chefferie ont éclaté par moments entre Dialakorodji village où résident les autochtones et leurs cousins de N'tégédo Samasebouyou. Un litige foncier a opposé les autochtones de Dialakorodji au village voisin de Zorokoro à propos d'un espace cultivable situé entre les deux villages. Le litige a été examiné par l'administration et la Justice sans aboutir à un règlement satisfaisant. Il semblerait que le litige a été tranché par les chefs coutumiers.

Dialakorodji est une jeune Commune Rurale qui vient de mettre en place un maire et un bureau communal. Aussitôt installé, le jeune maire a maladroitement créé un conflit avec les chefs de villages traditionnels reconnus dans leurs communautés comme tels en voulant les remplacer par un chef de village central et unique qui se trouve être un allochtone et fonctionnaire de l'état. Ceci a créé un conflit sans précédent entre pouvoir 'traditionnel' et pouvoir 'moderne'.

Le découpage communal a rattaché à Dialakorodji des groupes de populations, en particulier celles des quartiers Sibasaba, Kognoumani, Cocody, Dembélébouyou et Noumoubouyou qui se considèrent comme plus proches de la Commune I de Bamako avec laquelle elles ont plus d'affinités et d'intérêts socio-économiques. Cette forme de découpage les met dans une

situation d'écartèlement entre un espace communal auquel elles appartiennent juridiquement et civilement et un espace citoyen avec lequel elles vivent dans une symbiose socio-économique puissamment ancrée.

### Les filières et flux d'investissements

Aucune filière ne fait l'objet d'une étude détaillée comme à Baguinéda et celles qui sont mentionnées ci-dessous le sont pour mémoire. Les discussions réalisées autour du diagramme de polarisation ont montré l'existence de quelques filières dynamiques à Dialakorodji :

- la filière petit commerce
- la filière des produits agricoles saisonniers (fruits et légumes)
- la filière des combustibles ligneux (charbon et bois de chauffe)

La filière petit commerce comprend des articles ménagers en plastique et autres produits de consommation courants, et va de Bamako à Dialakorodji et aux villages environnants. Les principaux acteurs en sont les femmes adultes et jeunes tel que l'indique le profil activités réalisé sur le site.

La filière produits agricoles saisonniers emprunte le sens inverse et va des villages voisins où il y a une production relativement importante de mangues, de tomates, oignons, gombo frais, aubergines etc. au marché de Médine, un des principaux marchés de Bamako. Les femmes du site ont presque le monopole de ce circuit des fruits et légumes qui connaît des hauts et des bas correspondant aux périodes de surabondance ou de rareté des produits sur le marché. La filière des combustibles ligneux dépend de la disponibilité des produits sur les terroirs voisins. En ce sens, Dialakorodji est plus un lieu de transit qu'un lieu de production.

Dialakorodji est une terre qui n'attire point d'investissements privés et du fait de sa situation de quartier non loti aucun investissement public dans le secteur de l'assainissement ne peut y être entrepris pour l'instant. Dans l'état actuel de choses, les rares investissements réalisés ont été dans le secteur social:

- puits à grands diamètres réalisé par l'ONG Stop Sahel
- CESCO et maternité réalisés par les populations avec l'appui du Ministère de la Santé,
- école fondamentale construite avec l'appui de l'Inspection de l'Enseignement de la Commune I,
- école de base construite par des privés.

En dehors du secteur social, le site n'est pas propice à la réalisation d'investissements productifs à cause de la nette proximité de Bamako, du manque d'énergie et de la saturation de l'espace. Les habitants du site qui disposent de ressources préfèrent investir à Bamako où les opportunités (énergie, main d'œuvre, marché etc.) sont meilleures.

### Les opportunités d'emploi et les activités économiques

Les métiers traditionnels recensés sont les suivants:

Hommes	Femmes
- agriculture	- cueillette
- élevage	- teinture traditionnelle

- plantations d'arbres fruitiers	- travaux champêtres
- pêche	- filage du coton
- coupe de bois	- tissage des nattes
- chasse	- vannerie
- tissage	

Ces activités traditionnelles ont du mal à se maintenir à cause de facteurs comme le manque de terres de culture, la disparition du couvert végétal et de la faune sauvage, l'assèchement des cours d'eau et la non rentabilité du tissage traditionnel. Les activités féminines traditionnelles ont tendance à disparaître pour les mêmes raisons (faible rentabilité des métiers de filage, de tissage et de vannerie). Ces produits traditionnels sont remplacés par des produits industriels.

Les nouveaux métiers recensés sont les suivants:

<b>Hommes</b>	<b>Femmes</b>
- petit commerce	- petit commerce
- gros commerce	- maraîchage (très limité)
- ouvriers	- teinture avec couleur
- fonctionnaires	- fabrication de savon
- mécaniciens (auto, moto)	- couture
- menuisiers métalliques	- coiffure
- ébénistes	- salariées du secteur privé
- riziculteurs	- fabrication d'aliments
- soudeurs	
- peinturiers	
- tôliers	
- chauffeurs	
- conducteurs de charrettes pour le transport	
- travailleurs journaliers	
- manœuvres	
- salariés du secteur privé	
- exploitation des carrières	

Les ouvriers travaillent essentiellement dans la zone industrielle de Bamako pour des unités comme ITEMA, SOMAPIL, SECMA, Usine SADA DIALLO-SA, PRODIMAL, abattoir de Bamako. Ces dernières années les compressions et la fermeture de plusieurs unités industrielles ont réduit beaucoup d'ouvriers au chômage. Le petit commerce des femmes est aussi tourné vers Bamako à cause de la proximité de deux marchés importants de la capitale, Banconi et Médina Coura. Ces deux tableaux indiquent la disparition inexorable des métiers traditionnels au profit de nouveaux métiers nés de la proximité de la ville de Bamako. La plupart des métiers ou emplois cités s'exercent non pas sur le site mais à Bamako ville, ce qui se manifeste par un déplacement quotidien de populations et le développement progressif du transport en commun.

On trouve les combinaisons d'activités suivantes:

- ouvrier / agriculteur
- fonctionnaire / agriculteur

- petit métier / manœuvre
- commerçant / agriculteur
- salarié / agriculteur / petit commerçant

Selon les résultats de l'enquête individuelle menée sur un échantillon limité de 60 personnes, 27 % des personnes interrogées ont pour activité principale le fonctionnariat ou le salariat privé et 36,5 % des enquêtés sont commerçants. L'agriculture est l'activité principale pour une très faible minorité (1,6 % de l'échantillon). Ceci dit, en période hivernale la plupart des habitants essaient de cultiver une parcelle plus ou moins grande soit sur le site ou en dehors du site. C'est une agriculture de subsistance qui ne dégage pas d'excédents commerciaux mais qui reste à la limite de l'autosuffisance. Si l'on considère la situation par genre, 35,3 % des hommes sont fonctionnaires ou salariés dans le privé et 26,5 % sont commerçants. Les femmes sont avant tout commerçantes (48 %). 17,2% d'entre elles sont fonctionnaires ou salariées tandis que 13,8 % sont sans activité. Les personnes travaillant dans la fonction publique font généralement partie des catégories de revenus moyens et élevés. Cette situation professionnelle n'est pas étonnante vu le profil de l'échantillon (très peu d'autochtones, beaucoup d'allochtones, surtout anciens bamakois). L'agriculture a donc largement cédé la place à d'autres activités professionnelles et l'influence de la ville se fait fortement ressentir.

Concernant la pratique d'activités économiques secondaires (à l'exclusion de l'agriculture de subsistance citée plus haut), 65 % des personnes interrogées ne mènent aucune activité secondaire, les 35 % restants diversifient le plus souvent leurs revenus avec l'agriculture pour les hommes et le commerce pour les femmes. Les personnes qui mènent des activités secondaires en ont généralement 2 ou 3 chacune. On peut noter que paradoxalement les personnes pluri actives sont très peu issues du milieu défavorisé. Les activités secondaires sont surtout le fait des personnes de revenus moyens, très dynamiques sur le plan économique et saisissant toutes les opportunités pour augmenter leurs revenus. Cela tendrait à dire que le fait d'exercer des activités secondaires correspond autant sinon plus à une stratégie d'augmentation des revenus des catégories moyennes (mimétisme du mode de vie des fonctionnaires), qu'à une stratégie de survie des plus pauvres.

A propos du niveau d'activité par famille, 30 % des familles déclarent avoir une ou plusieurs personnes sans travail dans l'unité familiale, quelle que soit la catégorie d'appartenance. On remarque néanmoins que les chômeurs proviennent fréquemment des familles à revenus élevés et sont généralement des femmes ou des jeunes diplômés sans emploi. Concernant le taux d'activité par famille (nombre d'actifs sur le nombre de membres de la famille), près de la moitié des familles ont un taux d'actifs variant de 20 à 40 % et près du tiers d'entre elles ont moins de 20 % de membres actifs. Cela signifie que la famille repose essentiellement sur les revenus d'un petit nombre de personnes, ce qui est une caractéristique du milieu urbain. Concernant l'exercice d'un emploi dans la ville voisine, 82,5 % des familles ont au moins une personne travaillant à Bamako. Cela confirme l'idée d'une dépendance forte du site vis-à-vis de la ville sur le plan professionnel et du rôle de cité dortoir de Dialakorodji.

Lorsqu'on interroge les personnes sur les activités exercées par leurs parents (la génération précédente) il ressort que les pères étaient essentiellement agriculteurs mais on retrouve déjà 12,5 % d'employés de la fonction publique ou salariés. Concernant les mères, le commerce est l'activité la plus citée par les femmes interrogées. L'activité familiale dominante (occupant le plus grand nombre d'actifs dans chaque famille, que ce soit en tant qu'activité principale ou secondaire) est la fonction publique / salariat privé dans 30 % des ménages, le commerce dans 57 %, l'artisanat et les professions libérales dans 7% .

## **Interactions socioculturelles**

Selon les résultats de l'enquête individuelle, la situation matrimoniale du site indique que 57% de tous les mariages ont été célébrés civilement, parallèlement ou non à la célébration religieuse ou coutumière. Les conjoints des personnes interrogées sont très rarement originaires du site de Dialakorodji (1,7 %) mais viennent de Bamako (17,2 %) et plus généralement de la région de Koulikoro (36,2 %). Les ressortissants de cette région organisent des mariages entre eux (il s'agit plus particulièrement des ressortissants du cercle de Banamba). On observe plus globalement une tendance aux mariages intra ethniques.

Les enquêtés pensent néanmoins à plus de 90 % qu'il existe des relations matrimoniales fréquentes entre les résidents du site et les bamakois. La plupart des résidents actuels étant originaires de Bamako, cela se conçoit aisément et doit constituer une tendance actuelle forte. Par ailleurs, 38,3 % des personnes mariées forment un ménage polygame et les familles sont relativement petites : 51 % d'entre elles ont moins de 10 personnes. Ceci constitue un signe de plus d'une certaine citadinité de la population.

Le milieu social est très hétérogène avec une mixité des activités et des revenus tant du point de vue global qu'à l'échelle d'un seul ménage. Les allochtones sont plus nombreux que les autochtones et le rapport de force numérique se reflète de plus en plus au niveau administratif et politique. La chefferie traditionnelle exercée par les familles fondatrices du site, les Coulibaly de N'tégédo Samassébougou et de N'tégédo Niaré, tend à se rétrécir en termes de pouvoir et de prestige. Ces familles ne sont même plus les principales interlocutrices de l'administration d'Etat. Une nouvelle classe dirigeante émerge constituée d'allochtones nantis et instruits (recrutés dans la classe des fonctionnaires) qui contrôle à la fois l'administration du site et le pouvoir politique en faisant au besoin des alliances stratégiques avec quelques représentants des autochtones fondateurs. Le site se caractérise donc par un déplacement progressif du centre de gravité du pouvoir des autochtones vers les allochtones.

Au plan culturel il y a une coexistence entre valeurs citadines (habitat et modes de consommation de la ville) et valeurs rurales (familles élargies, culte des ancêtres, animisme). Le diagramme de polarisation montre que des citadins de Bamako aussi bien que des habitants des sites environnants sont membres de confréries diverses en dehors du site: culturelles (komo), chasseurs (donsoton). Ces appartenances ont tendance à créer des réseaux de solidarité et d'affinité qui vont de Bamako à la périphérie de Dialakorodji.

## **Interactions avec la ville**

L'enquête individuelle s'est intéressée aux raisons qui poussaient les gens à se déplacer en ville :

- la première raison évoquée (concernant le plus grand nombre de personnes interrogées) sont les visites familiales et raisons sociales, ce qui traduit des liens soutenus avec les citadins,
- la deuxième raison sont les soins médicaux (le centre de santé de Banconi est plus facilement accessible et préféré à celui du site),
- la troisième raison est l'approvisionnement en biens de consommation ou pour le commerce,
- la quatrième raison est l'emploi (66,7 % des personnes interrogées).

L'ordre d'importance des réponses est valable pour les trois catégories de revenus.

La scolarisation des enfants du site se poursuit généralement en ville et 38 % des familles concernées par l'enquête ont eu ou ont des enfants scolarisés en ville, essentiellement du fait de l'absence d'enseignement secondaire et supérieur sur place.

La ville est donc pour les habitants du site le lieu où l'on a des relations sociales ou familiales, l'endroit où l'on travaille, où on se soigne, où l'on s'approvisionne. Dialakorodji se comporte ainsi comme un quartier périphérique de Bamako, une petite ville-dortoir avec une population très dynamique sur le plan économique et social et très dépendante de la ville de Bamako pour toutes les raisons évoquées plus haut. Les habitants de Dialakorodji apprécient la proximité de la ville qui représente un lieu d'accès facile aux services dont ils ont besoin, un lieu d'approvisionnement et de travail, une opportunité d'ouverture sur le monde 'moderne'. Ils regrettent néanmoins que la proximité de Bamako joue négativement sur le développement économique du site, favorise la délinquance juvénile et la disparition du couvert ligneux.

### **Interactions foncières**

Selon l'enquête individuelle, le mode d'accès à la terre à usage d'habitation le plus important est l'achat (69,3 % des cas, dont 38,7% à des particuliers), suivi de l'attribution ( 21 % des cas) et du prêt (9,7 %). Par attribution, on entend le don effectif, l'héritage, mais également l'achat symbolique au niveau du dugutigi (par le don de noix de cola). L'achat par contre suppose une véritable transaction financière. La catégorie prêt, location et métayage correspond aux situations dans lesquelles la propriété peut être remise en question à tout moment (périmètre irrigué que l'on peut retirer à une famille, etc.). Il n'y a pas de différence significative entre les 3 catégories de revenus dans l'accès aux terres à usage d'habitation, si ce n'est que les familles aisées recourent plus que les autres à l'achat à des particuliers.

Quant à l'accès à la terre pour cultures sèches, les modes d'acquisition importants sont l'achat (38,9 %), l'attribution (38,9 %) et le prêt (22,2 %). Le prêt ou l'achat à des particuliers est surtout le fait des individus de la catégorie la plus aisée.

Concernant la disponibilité des terres pour la famille des personnes interrogées, seulement 9,5 % pensent que leur famille souffre beaucoup du manque de terre et ce sont pour la plupart des familles du groupe défavorisé. Le premier problème auquel les gens veulent faire face est la quête de terrain d'habitation pour sortir de la situation de locataires. Près de 60 % des familles ne se plaignent pas du manque de terre, surtout les personnes relevant des catégories moyenne et nantie, et pour cause : l'obtention de parcelles à usage agricole n'est plus une priorité, seul l'habitat préoccupe les gens.

On constate que l'accès aux terres échappe aujourd'hui complètement aux autorités coutumières qui ont déjà tout vendu à des étrangers (résidents et non résidents) depuis longtemps. Ces derniers revendent actuellement ce qu'ils ont sans doute acquis à moindre coût à d'autres particuliers (spéculation qui, il faut le signaler, ne profite pas aux autochtones).

### **Conditions d'accès aux terres dans le site en général et problèmes fonciers**

Le manque de terre est signalé largement par la plupart des personnes interrogées : problème de cherté de la terre mais également de disponibilité du fait d'une demande très forte et des pratiques de spéculation qui s'ensuivent. 57 % de l'échantillon pensent que certaines



catégories ont plus de difficultés que d'autres à accéder à la terre et qu'il s'agit essentiellement des pauvres mais également des étrangers au site qui n'y ont pas de relations.

On obtient sur le sujet du rôle des coxers (intermédiaires spécialisés dans les transactions foncières) des réponses très variées et on observe un manque important d'informations sur ce point. Près de 40 % de l'échantillon ignorent tout de la situation. Néanmoins 36,5 % des gens pensent qu'il y a plus de 3 coxers dans la zone qui sont en grande partie des hommes résidents et autochtones.

Concernant l'accès aux terres pour les femmes et les jeunes, seulement 11 % des jeunes (hommes et femmes) et des femmes épouses de chefs de famille possèdent personnellement des terres, et essentiellement à usage d'habitation. Les autres mettent en avant le manque d'argent (76,9 %) ; seulement 3,8 % font référence à leur âge et genre comme handicap pour accéder aux terres dans le site. Il s'agit en l'occurrence de jeunes hommes et femmes encore dépendant de leurs familles.

A propos de litiges fonciers, 11 % seulement des personnes ont vécu ce problème dans leur famille, principalement autour de questions de propriété de terrains à usage d'habitation ou agricole. Les autorités villageoises ont résolu ces problèmes dans 60 % des cas et la justice est intervenue pour régler 20 % des conflits. D'une manière générale les protagonistes se disent satisfaits des résultats obtenus par ces règlements.

Par rapport à la gestion du foncier l'attribution de lots à usage d'habitation et à usage champêtre ou pour tout autre usage a été jusque là assurée par les chefs coutumiers (chefs de villages notables, chef de terres etc.) comme on l'a noté plus haut. L'administration centrale s'est tenue jusque là à l'écart de cette gestion hormis les activités de bornage pour matérialiser les limites du site. La mise en place d'un conseil communal et de son bureau exécutif va poser à nouveau la question cruciale du lotissement. A ce sujet nous avons pu jauger la détermination de la population à avoir une forme de lotissement considérée comme socialement juste en l'absence totale de zone de recasement sur le site. D'ailleurs les termes de "redressement" ou "réaménagement" sont préférés à celui de lotissement qui impliquerait de façon conventionnelle la création d'artères de caniveaux larges et d'espaces pour les poteaux d'électrification et de conduits d'eau potable qui seront autant d'espaces grignotés sur les habitats actuels.

## **4. Baguinéda**

### **Historique du village**

Le village de Baguinéda a été fondé vers le 18ème siècle par Bagui Diarra venant de Manabougou. En provenance de la rive gauche, il s'installa sur la rive droite où il créa un hameau dénommé Baagui dakan désignant le rivage appartenant à Bagui, qui par la suite prit le nom de Baguinéda. Au fil des années, le potentiel en ressources naturelles du site attira de nombreux visiteurs et usagers. Vers les années 1920 et 1930, l'administration coloniale décida de la création de l'Officie du Niger suite aux études d'aménagement menées par l'Ingénieur Emile Belime pour la mise en valeur de la plaine de Baguinéda. Pour réaliser les grands travaux une main d'œuvre fut importée et installée sur une partie du terroir de Baguinéda Koro. Cette portion de terroir se transforma rapidement en village appelé Baguinéda Camp suite à l'implantation définitive d'un "colonat" (constitué de travailleurs

indigènes) et à l'intensité des activités agricoles. Cette population allochtone était constituée surtout par les différentes ethnies constituant la main d'œuvre agricole exploitée en régie sous le régime des travaux forcés. Vers les années 1940 et 1950 la culture irriguée du riz fut introduite et en 1960, l'indépendance a conduit à la nationalisation des infrastructures et à la création d'une structure étatique de gestion.

En 1961, Baguinéda Camp fut érigé en village autonome ayant à sa tête un chef de village. Il devint également cheflieu de l'Arrondissement de Baguinéda regroupant 74 villages avec une population d'environ 3000 habitants. Il s'agrandit rapidement grâce aux lotissements ayant permis l'installation définitive de travailleurs agricoles sur la plaine irriguée. Certaines structures administratives et techniques comme les bureaux de l'Arrondissement, le service des gardes et goums, l'Office de la Haute Vallée du Niger (OHVN), l'Office du Périmètre Irrigué de Baguinéda (OPIB), le centre de santé, l'école, les structures de l'encadrement rural, la station de recherche agronomique s'y installèrent définitivement. En 1963, l'usine de conserve des produits maraîchers et fruitiers, maintenant fermée, a vu le jour. La production agricole importante se traduit par l'encadrement de 21 villages d'exploitants agricoles par l'OPIB autour de Baguinéda. On note également la présence de quelques ONG.

La commune rurale de Baguinéda jouit d'un climat de type Nord soudanien. La pluviosité annuelle moyenne (environ 800 mm d'eau par an) est concentrée pendant la saison de pluies (Mai à Octobre). La saison sèche (Novembre à Avril) comprend une saison froide qui s'étend de Novembre à Février, une saison chaude qui s'étend de Mars à Avril. Le relief de Baguinéda se compose de massifs graniteux (grès de Sotuba) entourés de vallées. La plaine du périmètre irrigué de Baguinéda est dotée d'un canal adducteur qui l'alimente à partir du barrage des Aigrettes sur le bras du fleuve Niger (Missabougou – Sotuba).

## **Interactions sociales et économiques**

### **Niveau et qualité de vie**

Le niveau et la qualité de vie à Baguinéda Camp n'étant pas très différents de ceux de la ville, c'est à Baguinéda village qu'a été dressée la carte sociale et réalisée la classification selon les revenus. Les entretiens avec le groupe mixte professionnel (les ouvriers ferrailleurs) et les données secondaires ont permis d'apprécier le cadre de vie. Le site actuel de Baguinéda village a été créé en 1996 sur proposition du Ministère de la Santé en rapport avec le ministère de l'Administration Territoriale. L'ancien site étant infesté de parasites qui transmettent la trypanosomiase, l'onchocercose et le paludisme et posant un problème de santé publique, il a été déclaré non viable. Ce nouveau site est situé à environ 800 mètres de l'ancien site sur un périmètre exondé, soigneusement loti et distribué progressivement aux occupants. La carte sociale indique que le nouveau village comprend 58 blocs d'habitations (1 bloc contient 6 concessions) et des espaces prévus pour une école, un terrain de sport, une mosquée et deux places publiques réservées pour abriter des marchés.

La discussion sur les niveaux de richesse n'a pas permis un classement rigoureux des familles. Le groupe n'a pas voulu, pour des raisons de discrétion, classer en riches, moins riches, pauvres. Toutefois ils ont affirmé que le niveau d'aisance d'une famille peut être indiqué par son niveau d'équipement agricole, le niveau idéal comprenant une charrue, un multiculteur, une paire de boeufs de labour, un semoir et une charrette. Partant de ce critère, sept familles peuvent être considérés comme aisées. Un autre entretien à Baguinéda Camp avec un groupe professionnel mixte a donné un classement des différentes catégories socioprofessionnelles par ordre de revenu :

- ouvriers (ferrailleurs, maçon)
- coxers (matériaux de carrière)
- agro-maraîchers
- planteurs.

Ce classement qui place en tête les ouvriers est assez surprenant et est peut-être du à la nature du groupe interviewé, composé largement d'ouvriers ferrailleurs.

Abordant la question à un niveau plus global, le groupe reconnaît que les revenus il y a dix ans étaient meilleurs que ceux d'aujourd'hui. Les raisons de cette baisse sont:

- l'abandon de la culture du tabac qui était une source de revenus importante et qui n'est plus encouragée par la SONATAM
- la mévente et la baisse de la production de la tomate dues à la fermeture de l'usine de transformation, à la pauvreté des sols et à la prolifération des ennemis des cultures.

De l'avis des populations elles-mêmes, le site n'est pas confronté à des problèmes majeurs en matière d'environnement. Toutefois, l'exploitation des carrières est cause de la détérioration des routes par les gros porteurs et de la poussière que ceux-ci provoquent. La situation géographique du site, la pression démographique due à l'arrivée de migrants et à la croissance naturelle de la population, ont entraîné une exigüité des espaces utilitaires et la diminution des espaces agricoles. La pression sur les ressources naturelles entraîne une déforestation qui se traduit par une baisse sensible de la pluviométrie et du rendement de sols ainsi qu'une diminution des ressources. Il se pose effectivement aux populations un problème d'appauvrissement des sols de leur rizière. L'augmentation de la production passe par un meilleur encadrement des populations pour l'utilisation des ordures pour le compostage, en vue d'une utilisation directe dans les champs. La solution encouragée par l'encadrement agricole est la réalisation de fosses de compost mais le manque de moyens de transport des déchets constitue un obstacle majeur. La charrette est le moyen de transport couramment utilisé.

Le compostage des ordures par les populations est la principale technique de recyclage des ordures ménagères. L'utilisation d'ordures ménagères a permis d'augmenter la production et d'assurer une meilleure qualité de l'environnement qui se traduit par la réduction des maladies diarrhéiques et du paludisme. Le site ne reçoit pas encore les déchets en provenance de la grande ville. Toutefois, le foisonnement des déchets plastics pose déjà problème.

### **Systèmes de production agricole**

Les activités agricoles, pastorales, agropastorales, piscicoles et d'exploitation forestière se côtoient à Baguinéda sur des espaces aussi distincts que complémentaires. Dans la zone inondée par le fleuve Niger se sont développées les activités de riziculture, pisciculture, maraîchage. Dans la zone exondée se sont maintenues les productions de céréales sèches et de légumineuses, le pastoralisme et l'exploitation forestière. La démarcation entre ces espaces de production étant assez précise il n'y a pas de conflit entre les activités qui s'y déroulent. On note une bonne coexistence et même une complémentarité entre ce qu'on peut considérer comme les sous-systèmes d'un vaste ensemble de production agro-sylvo-pastoral.

Le riz, le maraîchage et même le maïs sont des spéculations importantes. De même les cultures de mil sorgho, les plantations fruitières et l'élevage semi intensif pratiqué dans les

concessions rurales coexistent et parfois se renforcent mutuellement par le système de rotation des cultures. Ces systèmes de production tendent à générer leurs propres filières agroalimentaires.

### Les créneaux porteurs d'emplois et les activités économiques

Les métiers traditionnels recensés sont les suivants:

<b>Hommes</b>	<b>Femmes</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- riziculture</li> <li>- maraîchage</li> <li>- pêche</li> <li>- plantations</li> <li>- tissage de coton</li> <li>- fabrication de nattes</li> <li>- vannerie</li> <li>- agriculture</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- maraîchage</li> <li>- culture céréale et légumineuses</li> <li>- commerce de produits du maraîchage</li> <li>- vente de fruits</li> <li>- cueillette</li> <li>- fabrication de beurre de karité</li> <li>- fabrication de savon traditionnel</li> <li>- filature de coton</li> <li>- fabrication d'engrais artisanal</li> </ul>

Les nouveaux métiers recensés sont :

<b>Hommes</b>	<b>Femmes</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- exploitants de carrières</li> <li>- c'oxers</li> <li>- fonçage de ponts</li> <li>- ouvriers agricoles</li> <li>- ferrailleurs</li> <li>- bouchers</li> <li>- charpentiers</li> <li>- menuisiers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- teintures</li> <li>- fabrication de savons</li> <li>- main d'œuvre agricole saisonnière</li> <li>- petit commerce</li> <li>- salariées secteur publique ou privé</li> <li>- vente de poissons</li> <li>- petit élevage</li> </ul>

Certains métiers traditionnels, notamment la fabrication d'engrais artisanal ou le tissage et la filature de coton, ont été abandonnés.

Selon l'enquête quantitative<sup>1</sup>, l'activité principale de 48,3 % de l'échantillon est l'agriculture et 20 % pratiquent le maraîchage. Le commerce comme activité principale concerne 26,7 % des personnes interrogées. On observe un taux très faible de fonctionnaires (1,7 %). Si l'on considère la situation par genre, 78,6 % des hommes sont agriculteurs et seulement 7% commerçants, alors que 44% des femmes font du commerce et 34,5 % du maraîchage. L'agriculture concerne les trois niveaux de revenus mais la catégorie nantie est plus concernée que les autres par le commerce et le maraîchage. L'activité familiale dominante (occupant le plus grand nombre d'actifs dans la famille) demeure l'agriculture pour 61,7 % des familles, suivie par le maraîchage pour 33,3 % .

Par ailleurs 36,7 % des personnes interrogées ne mènent aucune activité secondaire (surtout les femmes). Les 63,3 % pluri-actifs diversifient le plus souvent leurs revenus avec le maraîchage pour les hommes, l'agriculture et le commerce pour les femmes. Les personnes

<sup>1</sup> Celle-ci a été menée à Bagunéda village, d'où la sous-représentation des emplois non agricoles (ouvriers, maçons, fonctionnaires) importants à Baguinéda Camp.

mènent généralement entre deux et trois activités secondaires. La catégorie de revenus moyens est la plus dynamique à ce niveau et choisit des activités secondaires très variées. La principale raison avancée de cette pluri activité est que l'activité principale génère des revenus insuffisants pour vivre.

Il faut souligner également que Baguinéda a un potentiel économique important surtout lié aux possibilités d'acquérir des revenus d'origine agricole au cours de différentes saisons, notamment l'hivernage et la contre-saison maraîchère. A Baguinéda Camp on assiste ainsi à l'émergence de néo-agriculteurs parmi les fonctionnaires, surtout gardes et enseignants, tendance qui se renforce avec la possibilité de départs à la retraite anticipée encouragée par le gouvernement dans le cadre des politiques d'ajustement structurel. Par contre, à Baguinéda village les opportunités d'emploi non agricole sont plus limitées et la diversification est orientée surtout sur le commerce, notamment pour les femmes.

Concernant le taux d'activité par famille (nombre d'actifs sur le nombre de membres de la famille), un quart des familles ont plus de 50 % de membres actifs et 15 % des familles ont un taux d'actifs de 0 à 20 %. Le premier résultat est à mettre en relation avec le caractère agricole du site (utilisation massive de la main d'œuvre familiale dans les travaux champêtres). Le deuxième est peut être lié au problème de manque de surfaces cultivables face à l'augmentation de la population ou au peu d'attrait que représente l'agriculture pour les jeunes diplômés. Ces derniers se retrouvent donc volontairement ou non à l'écart des activités agricoles et ne trouvent pas d'emploi dans d'autres secteurs, à cause aussi de leur refus de travailler comme manœuvre du fait de leurs qualifications.

A la question relative à l'emploi dans la ville voisine il ressort que 18 % des familles ont au moins une personne travaillant à Bamako et dans 63,6 % des cas, il s'agit d'une seule personne. Cette situation ne varie pas avec le niveau de vie. Cela confirme l'idée d'un dynamisme économique important de Baguinéda : c'est le site qui attire les gens de l'extérieur pour travailler et notamment ceux de Bamako et non pas l'inverse comme dans le cas de Dialakorodji.

La question relative aux activités principales de la génération précédente révèle que les pères étaient essentiellement des agriculteurs et les mères agricultrices et maraîchères. On remarque donc une certaine permanence au niveau des activités économiques principales des hommes et des femmes dans le site. Il faut cependant noter que les femmes sont passées du statut de main d'oeuvre exclusive de leurs maris à celui d'exploitantes des terres que ceux-ci leur ont prêtées au fil des années.

### **Interactions socio-culturelles**

A la question de savoir si les fonctionnaires en tant que groupe spécifique ont exercé une influence décisive sur les mœurs des habitants du site il nous a été répondu ceci : chaque fonctionnaire était accueilli durant tout son séjour professionnel dans une famille autochtone, son " diatigui " où il faisait l'objet de beaucoup de soins. Dans ce contexte, le fonctionnaire apportait "un capital d'expériences qu'il partage avec les paysans ". L'arrivée des agents de l'Etat a surtout influencé les jeunes et les femmes qui trouvent en eux des modèles à imiter. Au fil du temps, les fonctionnaires ont renforcé leur statut par des relations de mariage. Ils participent à la vie culturelle et sociale des populations, et ont introduit un certain nombre de changements dans les mœurs du site. Au début des années soixante-dix encore, les hommes du village n'étaient pas astreints au paiement du prix de condiment. En introduisant cette pratique, les fonctionnaires ont influencé les femmes des paysans qui ont commencé à

demander le prix de condiment à leur mari. Les boucheries n'existaient pas avant et on n'égorgeait qu'une fois par semaine pour les fonctionnaires. Mais depuis quelque temps le métier de boucher est devenu une réalité, puisque les paysans ont commencé à acheter la viande au jour le jour. Les transactions entre Baguinéda et Bamako font que les paysans achètent et consomment de façon courante le pain et le café qui étaient des aliments consommés exclusivement par les fonctionnaires.

L'habitat rural a changé avec l'apparition des maisons en tôle, et les habitudes vestimentaires ont évolué en milieu paysan toujours par imitation des fonctionnaires. Aujourd'hui le paysan aisé de Baguinéda circule en voiture personnelle, possède la télévision et accède à la téléphonie rurale. On assiste sous l'influence des fonctionnaires à la régression de la polygamie et à l'adoption des méthodes contraceptives modernes par les femmes. Le fonctionnaire a apporté des changements dans la façon de célébrer le mariage traditionnel, dans les funérailles qui durent moins en longueur, dans la façon de réaliser les tombes (moins profondes).

L'acquis que les locaux reconnaissent le plus aux fonctionnaires est d'avoir suscité chez eux un engouement pour l'école. Aujourd'hui les enfants de paysans vont de plus en plus à l'école comme les enfants de fonctionnaires (chacun tient à la réussite scolaire de ses enfants). A côté de l'école, il s'est opéré une émancipation politique (partis politiques et vie associative). Les paysans disaient avant que la politique était l'affaire des fonctionnaires. Aujourd'hui, ils s'y consacrent sans se laisser instrumentaliser par les citadins.

Les reproches faits aux fonctionnaires sont les suivants

- avoir rendu la vie chère
- avoir empiété dans le domaine paysan : travail de la terre par "le paysan du dimanche" ;
- avoir fait disparaître le "bogna" entre lui et le paysan ;
- avoir mis à mal l'autorité du chef de famille, partant la cohésion familiale au sens large du terme.

L'enquête quantitative révèle que 50 % de tous les mariages ont été célébrés civilement, parallèlement ou non à la célébration religieuse ou coutumière. 25% des conjoints des personnes interrogées sont originaires du site de Baguinéda, et 48,4% de la région de Koulikoro. Une petite minorité vient de Bamako (1,6%). Les gens de Baguinéda se marient souvent entre eux, à l'intérieur même du site. Les échanges matrimoniaux entre Bamako et le site sont très limités. Les enquêtés pensent néanmoins à plus de 96,7% qu'il existe des relations matrimoniales fréquentes entre le site et Bamako, ce que les résultats précédents ont tendance à infirmer. Il s'agit peut être d'une toute nouvelle tendance au niveau des stratégies matrimoniales. En outre 37,3% des personnes mariées forment un ménage polygame et les familles sont de taille plutôt moyenne. On constate néanmoins un nombre non négligeable (23%) de familles de plus de 16 personnes. Ce résultat est sans doute à mettre en relation avec l'activité dominante du site à savoir l'agriculture.

### **Interactions avec la ville**

Les occasions de déplacement en ville sont principalement les visites familiales et raisons sociales, suivies des soins médicaux, mais seulement pour les cas graves nécessitant l'hospitalisation. La troisième raison pour les déplacements sont l'approvisionnement en biens de consommation ou pour le commerce, et en dernier les activités économiques. La

scolarisation des enfants du site se poursuit généralement en ville et 48 % des familles concernées par l'enquête ont eu ou ont des enfants scolarisés en ville. Ce pourcentage est le plus élevé de toutes les zones étudiées.

Les habitants de Baguinéda apprécient la proximité de la ville et en particulier les changements de comportements, d'attitudes nouveaux qu'elle induit et le marché qu'elle représente pour l'écoulement des produits. Ils déplorent en revanche l'augmentation de la délinquance, l'exploitation abusive des arbres, la diminution des pâturages ou leur surexploitation.

## **Interactions foncières**

Le manque de terre est signalé par la plupart des personnes interrogées. Il s'agit d'un problème de coût élevé, mais également de non disponibilité du fait d'une demande très forte et des pratiques de spéculation qui s'ensuivent. Le plus souvent les acheteurs viennent de la ville. Beaucoup d'entre eux achètent pour revendre ensuite à un meilleur prix. Il arrive que des parcelles soient attribuées ou vendues sans que les gens de Baguinéda soient au courant ; ils ne le découvrent qu'au moment où il aperçoivent le géomètre, sans concertation préalable, en train de réaliser ses tracés. Aujourd'hui, le constat est qu'il n'y a plus de grandes possibilités d'attribution de parcelles à Baguinéda. Celles-ci ont été quasiment épuisées par les foisonnement des concessions rurales appartenant le plus souvent aux gens de Bamako. C'est ainsi que de l'avis des populations, les bamakois disposeraient de plus de terres que les résidents à Baguinéda. Une des stratégies de ces acteurs consiste à se faire recenser dans le site pour accéder aux avantages fonciers; toutefois, ils ne payent souvent pas leurs impôts locaux.

Sur les 60 personnes interrogées avec le questionnaire quantitatif, 38,5 % pensent que leur famille souffre beaucoup du manque de terre, surtout des superficies cultivables, tandis que 48 % affirment qu'elles en souffrent un peu. Seulement 13,3 % sont satisfaits de leur situation foncière et il s'agit uniquement des familles plus aisées. Pour étayer le fait que l'accès à la terre devient un enjeu, 43,3 % de l'échantillon pensent que les groupes démunis ont plus de difficultés que d'autres à accéder à la terre.

Concernant le mode d'acquisition des terres, le "dugutiguidi" - la remise symbolique de noix de colas au chef de village en échange de l'allocation de terre – bien qu'encore le mode dominant d'accès aux terres, semble perdre son importance. Les modes d'acquisition des parcelles varient selon l'usage et les personnes. En ce qui concerne l'accès aux parcelles à usage d'habitation, 34,8% de l'échantillon l'obtiennent par l'attribution traditionnelle par le 'dugutigi', contre 21% par l'attribution par l'administration. Les familles aisées ont plutôt tendance à recourir à l'achat direct auprès de particuliers, qui représente 28,8% des cas.

En ce qui concerne l'acquisition des parcelles pour culture sèche, le mode dominant est le prêt particulier (30,4% des cas). Ce cas concerne souvent la main d'oeuvre agricole embauchée en échange d'une parcelle agricole familiale au lieu d'un paiement en espèces, ou la location en échange d'engrais ou céréales. De cette manière, le propriétaire garde effectivement la maîtrise des terres. Les autres modes d'accès sont l'attribution administrative (21,7% des cas), et l'attribution par 'dugutigi' (15,2% des cas). L'achat est rare, et ne concerne que 4,4% de l'échantillon.

Le mode d'acquisition des parcelles de culture irriguée est réglé par attribution / location auprès du PRB (périmètre rizicole de Baguinéda). Cette attribution se fait sous forme de répartition entre les familles, soit 0,25 à 0,30 ha par actif / homme. Les redevances (35.000 F / ha) sont payées entre Janvier et Mars, période convenable du fait de la commercialisation des récoltes. Le prêt par des particuliers est également important, tandis que l'achat ne représente que 3,7% de l'échantillon.

L'exploitation des carrières présente un cadre quelque peu différent : l'accès aux carrières est libre à condition d'en informer le chef de village et d'appuyer sa démarche par le "bogna" (cadeau pécuniaire remis en signe de respect). Mais il faut dire que le contrôle échappe de plus en plus à ce dernier au profit des c'oxers.

Concernant l'accès des terres pour les femmes et les jeunes, seulement 8 % des jeunes (hommes et femmes) et des femmes épouses de chefs de famille possèdent personnellement des terres. Les autres mettent en avant le manque d'argent (76,9 %), 25,8 % font référence à leur statut comme handicap pour accéder aux terres dans le site et enfin 19,4 % déclarent ne pas en avoir besoin. Les femmes sont notamment marginalisées, car traditionnellement elles sont exclues de la propriété foncière, sauf à la mort du conjoint où elles peuvent hériter mais encore uniquement si elles ont des enfants.

A propos des litiges fonciers, 21,1 % seulement des personnes ont vécu ce problème dans leur famille, principalement autour de la question de propriété. La justice est intervenue pour la résolution de 50 % de ces conflits et l'administration en a réglé 30 % à son niveau. D'une manière générale, 70 % des personnes se déclarent satisfaites des résultats.

On peut remarquer que, malgré les opinions négatives rapportées en début de cette section, les terres ne font pas l'objet de transactions financières comme dans d'autres localités mais semblent exploitées par les propriétaires, autochtones ou allochtones qui les ont acquis pour une somme symbolique avec le dugutigi. Il y a donc moins de spéculation foncière (il n'y a d'ailleurs pas ou peu de c'oxers actifs en dehors de l'accès aux carrières) sans doute parce que les terres représentent un potentiel agricole que les propriétaires souhaitent exploiter à leur propre compte. Le problème qui se pose en revanche est le manque de terres disponibles sans doute par manque d'espace et par rapport à un besoin d'extension des surfaces agricoles.

Baguinéda est un site péri-urbain au potentiel économique important qui en fait un lieu attractif. Le mode dominant d'accès aux terres par attribution, bien qu'en diminution, tend à montrer que les autochtones ou les personnes installées depuis longtemps gardent la maîtrise des terres. On remarque cependant aussi la présence de citadins aisés qui ont les moyens d'acheter auprès des particuliers, souvent dans le but de spéculer. La maîtrise des terres par les producteurs agricoles est liée au système traditionnel d'attribution et de prêt dont la flexibilité contribue à la viabilité des activités agricoles.

## **Etude sommaire de la filière maraîchère à Baguinéda**

Dans l'économie de Baguinéda coexistent plusieurs filières dont les deux plus importantes sont :

- La filière des fruits saisonniers (mangues, agrumes)
- La filière maraîchère.



La présente étude concerne uniquement cette dernière à cause de l'importance que les villageois lui accordent, et de la forte implication des femmes dans son développement. L'introduction de la culture maraîchère date de la période coloniale en particulier dans les années 50. Depuis elle n'a cessé de se développer encouragée tantôt par l'Etat, tantôt par la demande urbaine.

Les moyens de production utilisés par les producteurs sont :

**a) Equipement**

- charrue avec bœufs de trait
- petites houes
- herse
- appareils de traitement phytosanitaire
- arrosoir et seaux
- motopompe (2 à 4 ch). Les marques courantes sont : Atch, Lombardini, et Bernina. Cette dernière est la plus utilisée par ce qu'elle présente l'avantage d'être d'un transport facile, ce qui permet de prévenir les cas de vol.

**b) Intrants :**

- les ordures ménagères brûlées et répandues sur les parcelles en début d'hivernage constituent l'engrais de base.
- les engrais chimiques utilisés sont l'urée, le complexe coton, le phosphate de Tilemsi. L'urée et les phosphates sont achetés sur le marché ou obtenus à crédit grâce à l'appui de l'OPIB qui intervient au niveau de la BNDA pour acquérir ces intrants à crédit ; l'association villageoise est aussi impliquée dans l'octroi de ce type de crédit de campagne en apportant un système de garantie de remboursement basé sur la caution solidaire (qui comprend la pression sociale sur l'emprunteur pour l'obliger à rembourser).

Dans la situation actuelle les producteurs rencontrent beaucoup de difficultés pour se procurer les intrants chimiques au moyen du crédit institutionnel autrefois octroyé par la BNDA en rapport avec l'OPIB, en raison de multiples contraintes:

- non remboursement d'anciens crédits arrivés à échéance,
- surendettement cumulatif des producteurs,
- manque de disponibilité financière à leur niveau,
- coût élevé des intrants.

Les producteurs disent ne rencontrer aucun problème au niveau de la maîtrise des techniques culturales. Ils reconnaissent que l'encadrement qui leur est fourni par l'OPIB est adéquat.

La durée de la saison de maraîchage est de 5 mois à partir de Novembre. La durée moyenne des saisons (de la production à la fin de la commercialisation) est la suivante :

Choux :	3 mois
Oignon :	5 mois
Tomate :	6 mois
Concombre :	3 mois
Melon	3 mois
Aubergine :	6 mois.

Le travail journalier dure en moyenne 9 heures par jour, de 7 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.

Au cours d'une saison le producteur s'occupe de plusieurs cultures à la fois. L'organisation du travail repose sur l'unité de production agricole qu'est la famille. Toutefois le travail connaît une certaine distribution spatiale par genre, avec les hommes adultes et les garçons travaillant le plus souvent les mêmes parcelles et s'occupant de labour, binage, préparations des plantations, préparations des pépinières. Les garçons s'occupent plus spécifiquement de l'épandage des ordures et de l'arrosage. Hommes, femmes et enfants participent tous à la récolte.

L'utilisation de la main d'œuvre extérieure obéit à certaines règles. Les manœuvres ne reçoivent pas de traitement en espèces, mais échangent leurs prestations contre l'hébergement par le " diatigui " (l'hôte). Ils travaillent pendant quatre jours (vendredi, samedi, dimanche, lundi) pour le " diatigui " et consacrent les 3 jours suivants (mardi, mercredi, jeudi) à l'exploitation de la parcelle maraîchère octroyée par celui-ci. Ces " sourouka " ou travailleurs saisonniers ne sont pas originaires de Baguinéda, mais pour la plupart viennent du Beledougou, de Kolokani, de Djitoumou, de Oulesebougou et de Banamba, soit de zones relativement éloignées (de 80 à 150 km).

Il n'existe pas d'organisation qui soit propre aux producteurs maraîchers. Toute fois l'AV (Association Villageoise) prend en compte certaines de leurs préoccupations. Il s'agit en l'occurrence de l'AV créée pour organiser les producteurs de riz. Cette AV des riziculteurs (qui sont aussi parfois des maraîchers) facilite l'accès aux intrants, assure le labour de la zone irriguée et entreprend des actions sociales (alphabétisation et soins de santé primaires au bénéfice des producteurs).

#### **c) Les structures d'appui extérieures et flux d'investissements :**

- l'OPIB assure un encadrement technique et joue un rôle d'intermédiaire entre la BNDA et l'AV pour l'accès aux intrants autour d'un projet expérimental de 10 ha a en faveur des maraîchers de Soundougouba (à environ 4 km de Baguinéda)
- SASAKAWA (une ONG japonaise) accorde des prêts sans intérêt pour les intrants, les semences de maïs, les moyens agricoles.
- ASAFE offre des semences (aubergine, oignon) aux femmes. Elle assure également leur encadrement dans le maraîchage.
- On note aussi l'existence de quelque fermiers modernes disposant de superficies variant entre 2 et 10 ha sur lesquels sont produits fruits et légumes destinés au marché de Bamako essentiellement.

#### **d) Contraintes liées à la production**

<b>Contraintes</b>	<b>Causes</b>	<b>Conséquences</b>
Pauvreté des sols	Surexploitation des sols	Baisse ou perte de la production
Problème de marché	Mévente	Baisse ou perte des revenus
Non remboursement des emprunts des marchandes	Coût des intrants élevé pour les producteurs. Mauvaise récolte	Perte de revenus.

#### e) Solutions ou palliatifs :

Contraintes	Solutions
<ul style="list-style-type: none"><li>- pauvreté des sols</li><li>- problème de marché et du coût élevé de la logistique (sac, pesée, manutention)</li><li>- non remboursement des emprunts.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- mobilité (jachère)</li><li>- utilisation limitée des engrais sans solution adéquate.</li><li>- solutions préconisée par une ONG : transformation, séchage et conservation au profit des producteurs de Baguinéda.</li><li>- sensibilisation</li></ul>

#### f) Niveaux de production :

Une exploitation familiale moyenne peut produire par campagne :

- 60 à 80 sacs d'oignons.
- 10 tonnes de tomate
- salade destinée à la consommation familiale (non estimé)
- poivron appoint (non estimé).

Depuis dix ans les revenus sont en progression et les raisons en sont :

- une croissance de la demande (marché) du fait de la proximité de Bamako.
- une augmentation du prix au producteur.
- le bénéfice d'un encadrement de qualité (meilleure maîtrise technique de la production).

Les prix ont évolué favorablement ces trois dernières années, ainsi que les recettes. Le tableau ci-dessous donne, à titre d'exemple, le bénéfice estimatif sur deux récoltes :

Spéculations	Investissements	Productions	Bénéfice	Observation
oignons	75.000 F	80 tonnes	200.000 à 250.000	Sans compter la main d'œuvre
tomate	75.000 F	10 tonnes	200.000 à 250.000	Sans compter la main d'œuvre

Il n'y a pratiquement pas d'opérations de transformation des produits maraîchers par les producteurs.

#### g) Commercialisation

Le processus de commercialisation des produits maraîchers de Baguinéda comprend:

- achat par les femmes de Bamako sur place
- achat ponctuels par des commerçants Sénégalais
- les femmes de Baguinéda vont vendre à Bamako (marchés de Woninda, N'Golonina, nouveau marché de Médine).

Le marché des légumes est encore peu structuré et les producteurs vendent en gros et au détail. Ils entretiennent avec les acheteurs des rapports de type clientéliste qui permettent une fidélisation durable atteignant plus de cinq ans dans la plupart des cas. Les marchés bamakois de Woninda, N’Golonina, et Médine sont les destinations finales des produits. Les prix dépendent de l’offre et de la demande, toutefois c’est l’acheteur qui influence le plus le prix puisque favorisé par la concurrence. A celle-ci on peut ajouter la mauvaise organisation de l’offre et la périssabilité des produits qui sont autant de facteurs qui ont une influence négative sur les prix aux producteurs.

#### **h) Contraintes liées à l’écoulement :**

Des entretiens de groupe avec les marchandes grossistes il ressort que les contraintes rencontrées sont les suivantes :

- transport : coût élevé (750 F / personne, 750 F / colis)
- crédit : difficulté de récupérer tout ce qui est placé au près des détaillantes.
- manque de place sur les marchés pour les produits

Ces contraintes entraînent une baisse des revenus chez les marchandes grossistes qui restent un maillon à la fois essentiel et fragile de la filière. Plusieurs femmes grossistes sont régulièrement déstabilisées par le non remboursement de la totalité de la valeur des marchandises qu’elles donnent à crédit aux détaillantes. Le caractère très périssable des produits maraîchers et l’absence de chaîne du froid pour leur conservation constituent un handicap important pour la filière. Les pertes des détaillantes dues aux invendus sont répercutées sur les marchandes grossistes qui à leur tour les répercutent sur les producteurs. Les marchandes grossistes se trouvent donc au coeur de cette situation de non remboursement en chaîne, et des conflits relatifs.

#### **i) Solutions préconisées :**

- meilleur encadrement de la filière et amélioration des capacités de transformation et de conservation. La proximité avec Bamako pourrait permettre l’électrification du site et la construction d’une grande chambre froide pour le stockage et conservation des produits périssables,
- organisation du marché au niveau des producteurs, leur permettant de mieux négocier avec les marchandes,
- faciliter l’accès aux intrants (au biais de subventions de l’Etat) pour remédier à la dégradation des sols.

#### **j) Les marchandes grossistes :**

Elles sont presque exclusivement des femmes. Celles qui ont été approchées dans le cadre de cette étude s’approvisionnent à Soundougouba (village situé a 4 Km de Baguinéda). Les lieux d’approvisionnement en dehors de la zone de Baguinéda sont plusieurs, et répandus tout autour de Bamako. Les grossistes s’approvisionnent directement chez les producteurs maraîchers au champ quand la commande disponible est importante.

#### **k) Les prix moyens appliqués :**

les prix moyens payés par les marchandes grossistes aux producteurs après négociation varient au cours de la saison. Pour la culture de l’oignon, les prix moyens sont :

Déc. – Fév.	Mars- Mai	Oct. – Nov.
150 - 250 F	75 à 100 F / Kg	350 F / Kg

La période d'octobre à novembre est une période de déficit. Les prix sont négociés, mais ils dépendent surtout de l'offre et de la demande. Depuis trois ans, les quantités achetées sont en baisse parce qu'il y a des problèmes de production. L'offre de l'oignon diminue entraînant une flambée des prix. Selon les femmes marchandes, " il y a trois ans, on pouvait acheter 100 sacs d'oignon ; maintenant on arrive peine à en acheter 50 sacs ".

### **l) Difficultés rencontrées dans l'approvisionnement :**

Le système de crédit entre grossistes et maraîchers fonctionne de la façon suivante : pour 200.000 F CFA d'engrais, la grossiste prend une option sur toute la production commercialisable qu'elle vend pour récupérer la somme investie. Mais dans de nombreux cas aujourd'hui, les créancières n'arrivent pas à rentrer en possession des sommes investies pour les raisons suivantes :

- difficultés pour le producteur d'honorer la totalité des besoins d'approvisionnement de la grossiste, dues aux fluctuations de la production ;
- coût élevé de la manutention : 1 sac de 100 Kg revient à 500 F entre Soundougouba et Bamako.

Par exemple, pour Fatimata Traoré, une grossiste qui opère au marché de Soundougouba, les frais de manutention sont les suivants:

- 100 F pour le transport du sac au véhicule
- 500 F par sac pour le transport jusqu'au marché de Bamako.
- 50 F pour le déchargement du sac
- 100 F pour le transport à la place de vente
- 50 F par nuit pour le gardiennage

Le coût de manutention et de transport d'un sac est égal à 800 F, auxquels il faut ajouter 1400 F pour le transport aller retour de la marchande de Baguinéda à Bamako.

### **m) Les détaillantes**

Tout comme les grossistes, les femmes qui opèrent aux marchés de Baguinéda Camp et de Kabala sont nombreuses. Les produits commercialisés par les détaillantes sont:

- oignon
- tomate
- gombo
- aubergine
- concombre
- piment

Les lieux d'approvisionnement sont à proximité des marchés, ce qui rend la transaction plus facile. Les fournisseurs sont les paysans dans les champs. Les relations avec eux sont à la fois sociales et commerciales. L'approvisionnement se fait comptant ou à crédit (1 à 2 semaines).

La quantité par commande est plus réduite, par exemple de 2 à 5 sacs d'oignon par jour de foire (hebdomadaire). Les prix moyens pratiqués sont :

<b>Spéculations</b>	<b>Prix bas</b>	<b>Prix élevé</b>
Oignons (kg)	1 sac de 100 kg 10.000 F	1 sac de 100 kg 20.000 à 25.000 F
Tomate (caisse)	1 caisse/ 20.000 F	1 caisse 25.000 F à 30.000 F

Les prix sont fixés après des négociations qui tiennent compte des réalités du marché. On assiste à une croissance très timide des quantités négociées à cause de la mévente observée ces deux dernières années. Cette mévente a une incidence sur la rémunération aux producteurs, comme le non paiement de la totalité des produits prélevés par les marchandes ou la renégociation à la baisse des prix. A terme, ceci risque d'entraîner la récession de la filière par des chutes de la production. Les producteurs comme les commerçantes sont d'avis que la production maraîchère à Baguinéda est en baisse depuis trois ans. La contrainte principale recensée à ce niveau est le manque de liquidité pour l'approvisionnement. La solution préconisée par les acteurs est l'accès au crédit pour la commercialisation.

#### **n) Organisation :**

Le manque d'organisation est un handicap pour tous les acteurs de la filière qui se situent en aval de la production mais il est difficile de s'organiser dans un espace fortement marqué par l'informel. Ainsi les marchandes grossistes malgré plusieurs tentatives n'arrivent pas à mettre au point une organisation fonctionnelle. Quant aux détaillantes elles connaissent le même déficit d'organisation, et ce malgré des actions dynamisantes comme l'existence d'une tontine qui leur permet de s'entraider et de générer successivement pour chaque membre un fonds de commerce liquide. Il faut cependant signaler qu'elles ont à leur actif, à la différence des grossistes, fait des tentatives informelles de structuration du marché d'approvisionnement, en s'organisant en groupes d'achat autour d'un ou de quelques fournisseurs appliquant le critère de fidélité.

#### **o) Ecoulement :**

Pour les grossistes les lieux d'écoulement sont les principaux marchés à légumes de Bamako.

Les principaux clients sont les revendeuses des marchés de tous les quartiers de Bamako, les ménagères et certains fonctionnaires pour l'approvisionnement familial. Les relations avec les clients reposent sur la fidélité et la confiance réciproque. La pratique du gros ou du détail dépend parfois de la spéculation. Ainsi par exemple l'aubergine est vendue uniquement en gros, probablement parce qu'elle se garde relativement plus longtemps. L'oignon par contre est vendu en gros, demi gros et au détail à la fois, probablement parce qu'il est largement consommé. Les prix de vente sont négociés et connaissent des fluctuations d'année en année et de semaine en semaine selon la quantité de la production.

#### **p) Les difficultés rencontrées sont :**

- la perte de poids des produits
- le problème de transport
- le problème de manutention / logistique.

- le non remboursement des avances sous forme de prêt consentis par les marchandes aux maraîchers

Les solutions le plus souvent évoquées au cours des entretiens par les marchandes sont:

- brader les produits pour ne pas tous perdre.
- réduire les quantité commandées.

Les périodes favorables aux acteurs de la filière sont :

- la période de l'hivernage est favorable aux producteurs du fait qu'il y a une baisse de la production maraîchère et donc les prix sont plus élevés
- la période post-hivernale est favorable aux vendeuses car la quantité de produits vendue est en progression sensible, les prix aux producteurs sont plus bas et les bénéfices connaissent une légère amélioration.

## 5. Conclusion

Lorsqu'on compare les résultats des deux sites, on est tenté de conclure qu'il existe autant de milieux péri urbains qu'il y a de sites, certains très proches du mode de vie urbain, d'autres au contraire encore villageois. Les deux sites retenus présentent ainsi des situations variées, tant sur le plan des caractéristiques de la population (autochtones ou allochtone, ethniquement et géographiquement plus ou moins diversifiée etc.), des pratiques matrimoniales, des activités dominantes, de la gestion du foncier et du rapport à la ville. Chaque site montre un profil différent et se situe à des niveaux différents sur la trajectoire qui va du villageois à l'urbain. Dialakorodji et Baguinéda cherchent à maintenir leur spécificité, à préserver leurs atouts tout en profitant des avantages que la ville procure.

Le principal point commun entre ces sites péri-urbains est qu'ils suscitent tous un intérêt soutenu de la part des citadins et représentent pour eux un réservoir de terres intéressant : pour les terres agricoles à exploiter ou les terrains à usage d'habitation. Une pression sur le patrimoine foncier péri-urbain est ainsi créée, et c'est la manière de réagir des habitants face à cette pression qui va déterminer en grande partie le rapport qu'ils vont établir avec la ville voisine.

Cette réaction dépend elle-même en grande partie de l'histoire du site, de son potentiel économique et de l'intensité de la pression qui est exercée par la ville. La présente étude a permis de présenter deux profils péri urbains assez distincts :

- un milieu ayant un potentiel économique notamment agricole important qui permet aux habitants du site de vivre sur place, de tirer parti de la ville et notamment de sa demande de produits alimentaires, sans s'y fondre complètement.
- un milieu économiquement pauvre où l'agriculture n'est plus l'activité dominante. Il n'y a alors pas d'autre alternative pour satisfaire les besoins nouveaux de consommation et de confort que de se projeter sur la ville et d'y travailler tout en maintenant sa famille à la périphérie.

Baguinéda représente le premier cas. C'est un site qui recèle un potentiel économique important que les habitants cherchent à préserver, ce qu'ils réussissent d'autant mieux que la

cohésion sociale est forte. Ainsi, alors qu'il faut reconnaître les avantages en ressources naturelles et encadrement que Baguinéda présente par rapport à Dialakorodji, il faut souligner que la structure sociale solide permet aux habitants de maintenir le contrôle de ces ressources. En particulier, la maîtrise des terres par les habitants a des répercussions importantes sur la production agricole : c'est le cas des maraîchers qui, bien que ne disposant pas toujours de moyens financiers, peuvent embaucher de la main d'oeuvre salariée en échange du prêt d'une parcelle.

Dialakorodji illustre la situation inverse, avec l'absence de cohésion sociale renforcée par la dépendance presque totale de la ville. Toutefois, alors que les styles de vie des habitants, la densité de l'habitat, les activités économiques suggèrent que Dialakorodji est bien un site urbain, ses habitants ne bénéficient pas des services et infrastructure de la ville. La création et la gestion de ces services sont un problème urgent pour les habitants de Dialakorodji. Par ailleurs, les possibilités de développement d'activités économiques locales sont limitées au petit commerce et aux activités que l'on peut définir comme faisant partie du secteur informel urbain.

La différence majeure entre ces deux sites est l'intensité de la pression exercée par la ville : ancienne et massive pour Dialakorodji, récente et encore limitée pour Baguinéda. Dans tous les cas cependant, la ville représente un danger dont tous sont conscients, danger sur le plan social avec l'apparition de maux tels que la délinquance, l'appauvrissement d'une partie de la population mais danger surtout au niveau économique et écologique, les deux aspects étant souvent étroitement liés. Il serait regrettable que la ville épuise ou détruise le potentiel économiques de sites aujourd'hui dynamiques pour les transformer en nouvelles cités dortoirs.